Un pas vers l'irréparable
Par le rabbin Mikaël Journo

Le 27 mai 2025, l'Assemblée nationale a voté en première lecture une loi instaurant un droit à « l'aide à mourir ». Par 305 voix contre 199, la France s'apprête à légaliser l'administration d'une substance létale à la demande d'une personne incurable.

Ce n'est plus un simple débat de société. C'est une rupture morale, une faille dans notre conscience collective. Peut-on faire d'un soin un acte de mort ? Transformer la détresse en protocole ? Éteindre une vie humaine, même par compassion ?

Le texte prévoit que le malade s'injecte lui-même le produit, ou qu'un soignant le fasse. Ce geste, si encadré soit-il, franchit une ligne irréversible. Car toute vie humaine, même brisée, reste une lumière à protéger. Tant qu'un souffle existe, la personne mérite d'être accompagnée, respectée, portée.

La tradition juive enseigne que la vie est un don sacré. On ne l'interrompt pas. On la soutient. On l'honore.

Il existe une autre voie : les soins palliatifs. Ils n'ont pas pour but de guérir, mais d'apaiser. Ils offrent une main, une écoute, une lumière dans l'épreuve. Ils permettent de vivre jusqu'au bout, sans acharnement, sans abandon.

Un texte voté à l'unanimité promet de renforcer leur accès. Il faut s'en féliciter. Mais ce progrès ne doit pas masquer une législation qui ferait de la mort une solution médicale.

Le Sénat s'apprête à se prononcer. Il peut encore redonner souffle à notre éthique de la vie. Ne faisons pas de la mort un soin, ni du désespoir une réponse.

Dans la nuit de la détresse, choisissons d'être la lumière.